

ECONOMIE

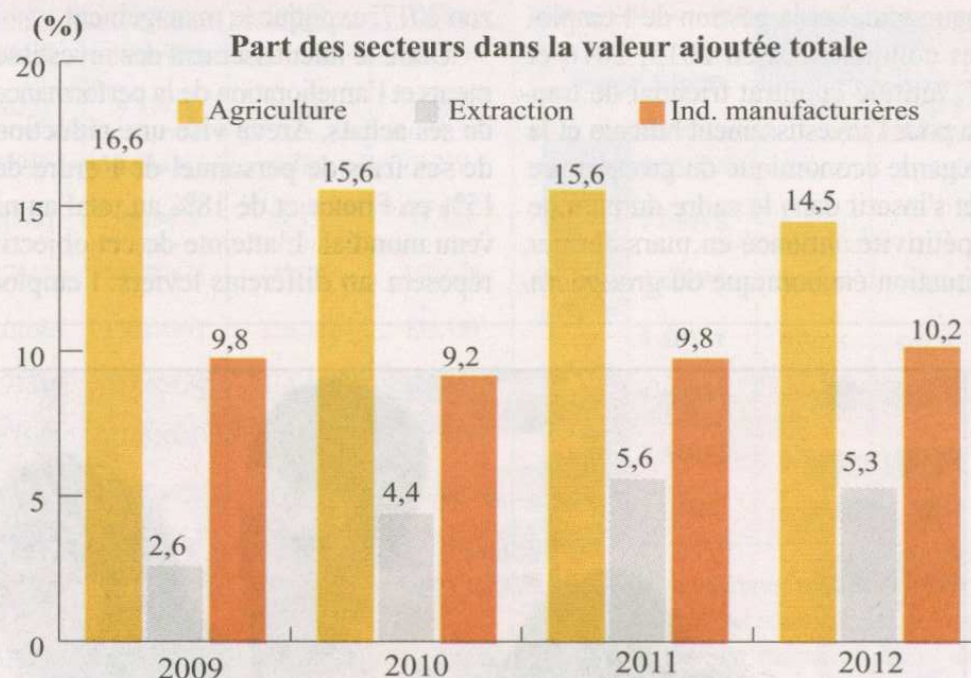
Risque-pays: Coface prédit une accélération

- Elle devrait se rapprocher de celle des nouveaux émergents
- Afrique, métiers mondiaux... de nouvelles sources
- Mais, faible efficacité des investissements publics

PAYS émergent ou en voie de développement? Les patrons marocains ont tranché dans un récent sondage du CMC (voir l'Economiste du 5 mai). Trois chefs d'entreprises sur quatre jugent le Royaume à l'étage inférieur, c'est-à-dire en voie de développement.

Ce constat est partagé par l'assureur crédit Coface dans le dernier panorama sur le Maroc: le pari de l'émergence qui sera présenté ce lundi 11 mai. Le

Le Maroc réduit sa forte exposition au secteur agricole



Source: Coface - Panorama Maroc: Le pari de l'émergence

Le Maroc a été longtemps très dépendant du secteur agricole. Mais l'on tend depuis quelques années vers un rééquilibrage des moteurs de la croissance avec la diversification économique autour notamment de secteurs exportateurs à forte valeur ajoutée

Royaume obéit à tous les critères pour rejoindre les nouveaux émergents, des pays susceptibles de prendre le relais des BRIC. Il lui manque cependant une croissance forte pour figurer dans ce club. Mais, l'écart avec ces nations n'est pas significatif. La diversification du PIB autour notamment de l'industrie automobile ou encore de l'aéronautique est censée asseoir une croissance plus robuste et pérenne. Les métiers mondiaux du Maroc contribuent aujourd'hui à plus du quart des exportations. Le transfert progressif des moteurs de l'économie vers les industries à plus forte valeur ajoutée porte ses fruits. «La croissance marocaine va accélérer à partir de 2016 et se rapprocher un peu plus de celle des nouveaux émergents», observe Coface. La fixation à de nouveaux marchés comme l'Afrique subsaharienne devrait rapporter des points de croissance supplémentaires.

Pour le moment, les effets de la stratégie africaine ne sont pas encore très visibles dans le PIB. L'Afrique ne consti-

de la croissance du PIB en 2016

tue que la quatrième zone géographique pour le commerce extérieur du Maroc derrière l'Europe, l'Asie et l'Amérique. Les échanges avec le continent se sont limités à 38 milliards de DH, soit 6,5% du commerce extérieur. Les entreprises de services (banques, assurances, télécoms) surtout, matérialisent l'ouverture du Royaume vers les marchés du Sud. Le mouvement est encore lent au niveau des opérateurs des autres secteurs. Mais la situation ne devrait pas rester figée. L'expertise développée par les banques en Afrique est un élément facilitateur pour le commerce avec cette région.

sources en capital humain, en recherche et développement restent faibles pour accompagner ce bond technologique», concluent les économistes.

Malgré l'émergence de nouveaux secteurs industriels, «la main d'œuvre reste concentrée dans des industries faiblement capitalistiques», constate l'assureur crédit. Un secteur historique comme le textile et cuir peine à retrouver de la vigueur.

C'est aussi le cas au niveau mondial. «Le secteur textile est en reconstruction, la production est drainée par les pays à bas coût. Même la Chine commence à délocaliser en Ethiopie» relève-t-on à Coface. Au Maroc, la part du secteur dans la valeur ajoutée totale a baissé sur la dernière décennie pour s'établir à 3%. La petite forme des économies européennes dont le secteur est très dépendant ne l'aide pas

vraiment. En outre, «la faible productivité et le manque d'innovation du secteur témoignent de la difficulté des industriels à se réinventer», souligne Coface. □

F. Fa



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Dette, un autre point de vulnérabilité

A 65% du PIB prévue pour 2015, la dette publique reste relativement lourde. L'effort d'investissement et la détérioration de l'environnement économique ont propulsé la charge ces dernières années. Aujourd'hui, le service de la dette absorbe 11% des recettes budgétaires. La décompensation des produits pétroliers donne un peu plus de marge de manœuvre dans les comptes publics mais il y a encore peu d'efforts sur les autres postes de dépenses. Il faudra attendre 2020 pour ramener la dette publique à son niveau de 2012. □

Globalement, les enjeux ne se limitent pas uniquement au renforcement de la croissance, il faudra également s'assurer qu'elle profite à tout le monde.

Aujourd'hui, la croissance du PIB est surtout soutenue par la demande intérieure, principalement la consommation des ménages. L'investissement est un levier moins fort. Le Maroc a investi en masse sur la dernière décennie, mais l'impact sur la croissance est faible par rapport à des pays de benchmark. Le coefficient marginal de capital est ressorti à 6,16% sur la période 2000-2011 contre 5,1% en Indonésie et 4,1% en moyenne en Afrique, relève Coface. Plus le coefficient est élevé, moins le capital est efficace. Beaucoup d'experts avaient déjà indexé le problème de ciblage de l'investissement. L'autre point de surveillance est la capacité des nouveaux secteurs exportateurs à se muer en véritable moteur de croissance. L'installation de Renault ou encore des majors de l'aéronautique a développé un écosystème. Mais en dehors des créations d'emplois, les retombées en termes de transferts de technologies pourraient être limitées, pense la Coface. «Le Maroc semble certes entrer dans un cercle vertueux d'augmentation de la productivité globale des facteurs, mais les res-